

Café géographique du 25.05.05

LES INDIENS et leurs territoires : POUR QUELLE AMAZONIE ?

Débat introduit et animé par
Pascale de ROBERT

Pascale de ROBERT est anthropologue à l'I.R.D. (Institut de Recherche pour le Développement) associée à l'Ecole des Hautes Etudes en Sciences Sociales, à Paris. Elle connaît bien l'Amazonie, elle y a séjourné cet hiver y retourne à l'automne. Et bien qu'elle ne soit pas géographe il est intéressant de connaître les regards croisés des anthropologues et des géographes sur une question qui leur est commune : le TERRITOIRE.

INTRODUCTION (Pascale de ROBERT)

Cette expérience d'un Café Géographique est une première qui me reporte à 7 années en arrière lors de mon premier voyage chez les Kayapo en Amazonie brésilienne. A l'arrivée dans le petit village de Moikarako en Amazonie brésilienne, et à la demande des chefs, j'avais été invitée à me rendre dans le *ngob*, la "Maison des hommes" qui se trouve au centre du village pour expliquer ce qu'était l'anthropologie et le travail que l'on souhaitait entreprendre. Ce soir j'ai l'impression de me retrouver dans la même situation. L'ambiance était un peu comme ici : tout le village Kayapo était réuni, les gens parlaient, mangeaient et chacun prenait la parole à tour de rôle pour exposer des projets, des idées ou pour poser des questions. L'enjeu consistait d'une part à négocier dans quels termes la recherche allait être menée et d'autre part à obtenir des indiens l'autorisation de travailler dans leur village. Et ce n'était pas gagné car les Kayapo ont depuis toujours une réputation de terribles guerriers. Ils étaient entrés en contact tardivement (dans les années 50) avec la société brésilienne après avoir fui pendant plusieurs générations devant l'avancée du front de colonisation vers le nord-ouest, dans la forêt.

❖ Quelques grands traits de l'Amazonie :

Depuis toujours semble-t-il, l'Amazonie a excité l'imagination de l'occident avec des images tenaces de nature gigantesque perçue parfois comme dangereuse, parfois comme pleine de richesses ou alors nature en péril, comme on l'entend plus souvent aujourd'hui. Qu'est ce que l'Amazonie ? C'est une région qui s'étend sur environ 5 M de Km² (60% de la superficie du Brésil) et dont 80 % est couvert de forêts diverses. Mais à cette définition, une **région administrative** dont les limites ont été tracées dans les années 50, on pourrait préférer celle du bassin du fleuve Amazone (le plus puissant du monde) qui fait presque 6M de Km² ou alors celle du massif forestier qui traverse les frontières de plusieurs pays (environ 6M de Km² au total) et dont 3,7 M se trouvent au Brésil. L'Amazonie appelle tous les superlatifs mais pourtant elle n'est pas qu'une forêt et il faut se méfier des idées reçues. On a tendance à penser cette région comme une "région naturelle" alors qu'en fait les villes y sont nombreuses

et que **70% de la population réside en milieu urbain**, comme un espace quasiment vide d'habitant alors que plus de 20M de personnes y vivent actuellement. Contrairement aux idées reçues encore, les milieux et les sociétés sont loin d'être homogènes et semblables. On y rencontre **une diversité tout à fait remarquable** ; cette notion ne doit jamais être perdue de vue quand on évoque l'Amazonie : hétérogénéité des situations, des milieux, des populations, des logiques de ces populations. On pourrait poser de nombreuses questions, les termes de rural et d'urbain peuvent-ils s'appliquer à cette région ? De quelles sortes de villes s'agit-il ? Une spécificité notable est **la mobilité importante** des habitants de l'Amazonie. Ils se déplacent beaucoup entre villes et campagnes, les échanges sont fréquents, le rapport villes-campagnes est évolutif. Cette mobilité est observable également à l'intérieur des catégories sociales -. Des populations qui s'étaient reconnues comme "caboclo" ou métis revendiquent aujourd'hui une identité indienne ; alors que des petits artisans venus du milieu urbain se reconvertisent pour exploiter le caoutchouc dans une réserve extractiviste... Les situations peuvent être très diverses.

❖ La déforestation :

S'il convient d'appréhender les statistiques avec prudence, un chiffre ces temps derniers a fait la une de la presse mondiale : entre août 2003 et août 2004 **26 130 Km²** ont été déforestés en Amazonie brésilienne. C'est un chiffre record jamais atteint depuis 1995. On constate que **le total défriché s'élève pour l'Amazonie à environ 680 000 Km² soit 17% de la couverture forestière** dont la moitié aurait disparu ces 18 dernières années.

Les calculs étant réalisés à partir des images Landsat, les petites taches de déforestation ne peuvent pas être prises en compte, mais IMAZON, une ONG de Belém spécialisée sur ces questions, estime que 47 % de la forêt qui subsiste souffre maintenant d'une surexploitation croissante. Il faut encore souligner que la moitié des opérations de déforestation entre 2003 et 2004 touche un seul état, le Mato Grosso et que le gouverneur de cet état est aussi le plus grand producteur de soja au monde... L'avancée du soja sur l'Amazonie est d'autant plus préoccupante que la demande mondiale va en s'accroissant et que les marchés sont gigantesques, mais d'autres facteurs de déforestation plus anciens existent comme l'élevage, l'essentiel des aires défrichées sont réservées à l'élevage bovin pour l'instant, et le bois dont on exploiterait 25 à 30 M de m³ par an .

❖ Pour quel développement ?

A grosso modo, on pourrait reconnaître sur la carte deux logiques territoriales et sociales différentes, concurrentes et qui semblent antagonistes même:

1. Celle qui se développerait sur les terres privées ou appropriées et qui, dans des modalités variables et à plus ou moins long terme, est susceptible de mener à la déforestation, à la mise en pâturages et au soja. C'est **le modèle prédateur de développement** comme le décrit notamment Philippe Léna.
2. Celle qui correspondrait à ce qu'on appelle au Brésil **modèle socio-environnemental**, soucieux à la fois de l'environnement et des possibilités offertes aux populations locales de vivre sur leurs terres. Ce modèle tend à se mettre en place dans les **aires protégées** et avec les populations dites traditionnelles mais concerne aussi les producteurs ruraux dans leur globalité avec également les petits agriculteurs qui pratiquent l'élevage sur les fronts de colonisation

Il y a une centaine de catégories différentes d'aires protégées au Brésil qui concernent près de 1/3 de l'espace amazonien.. Il reste aussi de nombreuses zones dites libres, des terres de l'État, où chacun des modèles de développement tente de s'imposer. C'est là que s'observent

actuellement les plus graves conflits.

❖ Les terres indigènes

Au Brésil, on dénombre 627 **Terres Indigènes** qui recouvrent 12% du territoire national et abritent 380 000 personnes. En Amazonie, elles représentent près de 20% de la superficie et sont pour l'essentiel couvertes de forêt avec un taux de déforestation bas ; les terres indigènes résistent à l'avancée du front de déforestation.

On sait que l'arrivée des européens au Brésil, a provoqué une terrible chute démographique et la disparition de très nombreuses ethnies (elles auraient été environ 1000, on en dénombre maintenant 170 en Amazonie 220 au Brésil). Rien que pendant la première moitié du XX^e siècle, 80 peuples avaient disparu et l'on serait passé d'un million à 200 000 personnes. Ces chiffres pessimistes s'accompagnaient d'une certaine vision du progrès et de la communauté nationale, l'évolution inéluctable et souhaitable était l'intégration des populations marginales à la société nationale : transformer le "sylvicole" en citoyen brésilien. Mais depuis, **la Constitution de 1988** a eu une grande importance pour les Indiens puisqu'elle rompait avec cette idée d'assimilation en octroyant **le droit à la différence** et surtout en donnant des **droits originels sur les terres** qu'ils habitent traditionnellement (présence antérieure à la formation de l'Etat). Ce droit est légitime en dehors de tout acte constitutif, l'Etat est obligé de protéger ces terres Indigènes qui sont des "biens de l'Union". Les courbes de croissance démographique de la plupart des populations amérindiennes se sont inversées depuis les années 80. Les démarcations des territoires indigènes ne sont pas terminées et sont toujours, pour certaines, en "discussion".

❖ Le territoire de Indiens *Kayapo* et sa cartographie

Le terrain des recherches est la terre des indiens Kayapo. Ils sont environ 7 300 et disposent de 7 terres indigènes, au total 13 M d'ha avec une densité très faible de 0,09 hab au km².

La mise en place du travail de recherches s'est déroulée sur la base d'un **dialogue entre les Kayapo et les chercheurs**. En échange de l'invitation à rester au village, l'anthropologue s'engageait à apporter et traduire toute sorte de documents concernant les indigènes mais difficilement accessibles hors de la ville... Parmi ces documents de travail, il y avait des cartes de la région, souvent approximatives, et des images de satellites qui ont beaucoup intéressé les Indiens sensibilisés alors à la question de la **délimitation du territoire** et décidés à fabriquer leurs propres cartes. Les chercheurs ont constaté que la fabrication et la délimitation de nouveaux espaces comme la réserve indigène, réalisée de manière exogène, ont obligé les indiens à repenser la relation qu'ils avaient établie avec les lieux. Ainsi l'appropriation du processus de cartographie a conduit les kayapo, d'une part à repenser de nouvelles formes de relations aux lieux en fonction d'une appartenance à une terre indigène imposée de l'extérieur, et d'autre part à acquérir de nouveaux attributs techniques pour défendre leurs territoires. L'un des éléments essentiels dans le déroulement de ce travail cartographique a été la "fabrication" du mot qui servirait à définir la frontière qui sépare la terre indigène du reste du territoire, ce que les kayapo ont dénommé *pyka-ryy* qui signifie "**terre coupée**".

Longtemps les kayapo ont été obligés de fuir devant les envahisseurs mais ils ont également été les acteurs de très nombreuses batailles locales, en particulier avec les chercheurs de caoutchouc qui s'aventuraient sur leurs terres. Il existe encore en souvenir une violence extrêmement forte dans les relations entre les indiens et les autres habitants de cette région du Sud du Pará parfois réactivée aujourd'hui.

Cependant, à la fin des années 50, les indiens kayapo sont "pacifiés" ; ils ont ensuite obtenu

petit à petit l'**homologation de leurs terres indigènes** (la dernière, Terre Indigène Bau, a été ratifiée cette année). Grâce à des actions fortes, ils ont su se mobiliser autour des questions territoriales alors qu'elles ne faisaient pas forcément sens pour les populations qui vivaient dans la forêt. Ils ont, par exemple, retardé la mise en place de barrages et participé à l'expulsion des chercheurs d'or. En fait, ils se sont réorganisés pour défendre leur territoire. Ils vivent désormais dans un espace théoriquement fermé où toutefois **les menaces extérieures sont toujours présentes**. Par exemple, dans la partie Est du territoire indigène, là où se trouvent d'immenses "fazendas" vouées à l'élevage, les grands propriétaires fonciers empiètent régulièrement par le feu sur les terres kayapo. Ailleurs, la sédentarisation entraîne une déprise territoriale.

Dans ce contexte la fabrication de cartes a permis la lecture de certains phénomènes :

- Une première image faite par un **ancien** : les cercles et les traits racontent les étapes de la construction d'un territoire et l'histoire du groupe qui l'occupe. Ce n'est pas vraiment une carte, fleuves et relief n'y figurent pas, mais le croquis raconte la fondation successive des différents villages ainsi que les modes de relations sociales qu'ils entretenaient (les villages "fâchés" sont représentés par des traits plus distants). Les migrations ont toujours été pour les Kayapo un moyen de résoudre les conflits. Cette manière de voir et de vivre un territoire illimité est appelée à changer. Les mouvements de populations ne peuvent être la solution définitive des conflits.
- Aujourd'hui, un **jeune** Kayapo dessine le territoire en commençant par le tracé des limites de la réserve indigène. Cette cartographie n'est pas terminée ; elle se poursuit en s'appropriant les techniques les plus récentes comme l'utilisation des images satellites qui montrent notamment, comme le souhaitent les Kayapo, le contraste entre la "terre défrichée" des éleveurs voisins et la "terre encore sous forêt" qui leur appartient et dont ils défendent la conservation. Avec d'autres cartes, les Indiens ont choisi de représenter les cheminements et les routes des migrations internes des anciens dans le but de mettre à la disposition des enfants (qui ne parcourent plus ces territoires comme autrefois) des outils décrivant et valorisant une connaissance fine de leur espace.. En participant à l'élaboration de ces documents, les jeunes indiens se sont appropriés un instrument de "pouvoir", la "carte" qui légitime et reconnaît les terres des indigènes.

❖ Pour quelle Amazonie ?

On mesure les enjeux qui pèsent sur ces Terres Indigènes. Encore couvertes de forêts dans une région au taux de déforestation très élevé, elles peuvent être minées par l'exploitation illégale mais restent une barrière efficace à la déforestation. Propriétés de l'Union, les Indiens en ont l'usufruit exclusif avec des limitations (sous-sol), et bénéficient de l'appui de tout un réseau d'associations et de groupes qui apportent leur soutien à la mise en place de projets de développement durable. L'un des grands défis actuels consiste à chercher de nouveaux revenus monétaires **sans reproduire le schéma traditionnel de prédation des ressources naturelles**. Quelques petites expériences laissent penser que c'est possible.

Dans les aires protégées on note un accroissement de la démographie qui s'accompagne souvent d'un processus de **sédentarisation**. Cette sensation de fermeture de l'espace à l'intérieur duquel des solutions de développement alternatifs vont devoir être trouvées concernent également d'autres catégories de population en Amazonie.. Par exemple de petits producteurs ruraux qui voient leur capital forêt diminuer et travaillent avec des chercheurs, ONG et organismes d'État pour faire vivre des **projets de développement durable** avec des objectifs similaires (sédentarisation ou stabilisation et intensification de la production, conservation du couvert forestier) Le principal défi consiste à trouver des solutions pour que

les populations locales puissent vivre mieux et durablement des ressources de l'environnement dans un contexte où d'autres intérêts (soja, exploitation prédatrice...) pèsent lourdement sur la forêt.

LE DÉBAT

1. (Un architecte) : *Dans mon métier, depuis quelque temps, les maisons à ossature bois sont de plus en plus demandées et c'est un réel plaisir pour l'architecte de travailler ce matériau. Toutefois, lors de chaque nouveau "projet bois", la question de la provenance du matériau revient lancinante.*

P. de Robert : En effet l'exploitation du bois est souvent la première étape du processus de déforestation, en ouvrant la voie aux migrants qui installent des pâturages. 70% du bois amazonien est utilisé dans le Brésil du Sud pour la construction. Mais aussi les exportations vers l'étranger augmentent régulièrement ; il existe actuellement des pressions énormes de la part de compagnies étrangères pour obtenir des concessions en Amazonie, la majorité du bois précieux est toujours exploité illégalement (dans les aires protégées ou sans autorisation). La question de la déforestation est aussi une question de citoyenneté, la labellisation certifiant l'origine intéresse plus d'entreprises et de consommateurs .

2. Le problème de la filière bois en Amazonie est celui de la déforestation. En France les forêts sont gérées, elles sont régulièrement replantées. Si les encouragements de l'État à l'utilisation du bois dans nos maisons (structure et chauffage par exemple) ne menacent pas les forêts françaises, c'est parce qu'elles font l'objet de plans de développement et d'entretien de la part de l'ONF. Le problème de l'Amazonie n'est pas l'exploitation du bois, c'est l'abandon de l'espace forestier à de grandes compagnies étrangères.

P. de R. : Dans le sud du pays on trouve des situations comparables. Mais la forêt amazonienne est complexe et si le reboisement a été tenté, on ne sait pas bien faire pousser certaines essences comme l'acajou. Certes il existe une législation qui oblige les entreprises à replanter et certaines le font ; mais le Brésil n'a pas les moyens humains pour fiscaliser ceux qui dérogent à la loi. Cela n'empêche pas que les essences précieuses sont en danger de disparition.

3. Deux questions :

- *Le territoire alloué aux Indiens kayapo leur suffit-il pour vivre ? Sinon, quelle est la part des subsides qui contribuent à subvenir à leurs besoins ?*
- *Ces Indiens ont désormais une frontière. C'est un concept nouveau qu'ils connaissent mal ; l'ont-ils acceptée aujourd'hui? La surveillent-ils? La contrôlent-ils ?*

P. de Robert :

- Pour toutes les populations dites traditionnelles vivant dans des aires protégées, les subsides publics ou privés sont devenus nécessaires. On observe cependant de grandes disparités parmi les populations indigènes et même à l'intérieur des ethnies, par exemple chez les Kayapo. Dans le village où nous travaillions, les habitants sont à peu près autonomes du point de vue alimentaire et les "subsides" se résument à la santé et l'éducation, pas toujours assurés et auxquels par ailleurs tout brésilien devrait avoir accès. . Ailleurs, la commercialisation de produits locaux (noix du Brésil, artisanat) apporte des revenus supplémentaires à la vie quotidienne des indigènes. D'autres villages perçoivent

des subsides importants (*royalties*) des entreprises minières installées sur leurs terres. L'attention portée aux multiples "projets de développement" a pour finalité la recherche de ressources afin que les indiens acquièrent ou conservent plus d'autonomie.

- Concernant les frontières, elles ont toujours existé à l'intérieur de la Terres Indigène et entre les villages kayapo assez indépendants les uns des autres. Mais, par exemple, lorsqu'il est possible de vendre du bois précieux se trouvant sur le territoire de l'un ou de l'autre village, les frontières apparaissent alors comme des lieux de conflits économiques. La frontière extérieure, la limite de la TI, est rigide parce que matérialisée ; elle clôt un espace fini. Néanmoins la territorialité expansive des kayapo se traduit dans la manière d'investir les villes et des espaces encore plus lointains. Ces relations en réseaux reconstituent un territoire abstrait dépassant largement les frontières de la réserve.

4. Quel est l'état de santé actuel des indiens par rapport à celui qu'ils avaient avant l'arrivée des européens ?

P.de R. : On ne sait pas grand chose sur ce qui se passait avant l'arrivée des européens. En revanche leur arrivée a entraîné de véritables catastrophes au point de vue sanitaire avec la généralisation de certaines maladies comme le paludisme, la rougeole, etc., et dont certains groupes ne se remettent pas. La diffusion de l'alcoolisme, de MST, la recrudescence de la tuberculose sont d'autres problèmes actuels sérieux. La santé est prise en charge par un organisme public (la FUNASA) qui n'arrive pas bien à remplir son rôle, les difficultés actuelles chez les Kayapo sont liées à une réorganisation entre partenaires travaillant pour la santé, à la remise en question de certaines ONG qui finançaient des actions de santé que l'Etat n'arrivait pas à mener.

En conséquence, il existe encore des questions sanitaires sérieuses chez les indiens, les changements alimentaires et l'augmentation de la densité de population posent aussi de nouveaux problèmes. Récemment on a appris que 21 petits enfants sont morts de malnutrition dans des Terres Indigènes du Mato Grosso ; ce chiffre a beaucoup ému les Brésiliens.

5. (Un retraité de l'Education Nationale) : *Concernant la question des subsides qui sont accordés aux Kayapo, est-ce une bonne chose ? N'a-t-on pas observé des effets pervers ? Par exemple l'abandon de leur mode de vie : ils ne cultivent plus leurs terres, ils sont de plus en plus solidaires des subsides dont ils se contentent. On assiste à un phénomène d'acculturation, qui peut aussi présenter de bons côtés, néanmoins le risque est grand que ces peuples abandonnent leurs savoirs ancestraux. On a observé ce phénomène en Pays Maya au Mexique où ces populations ne travaillaient que pour les touristes en fabriquant des arcs et de flèches. Note-t-on ce type d'évolution chez les Kayapo ? Et si oui, est-ce grave ?*

P. de R. : J'ai l'impression de me retrouver dans la "Maison des Hommes" où les Anciens font des interventions qui rejoignent exactement vos remarques ! A savoir que les "jeunes sont inconséquents, qu'ils ne pensent qu'à être amoureux et à jouer au foot et qu'ils n'apprennent pas les traditions" ; ce constat inquiète et beaucoup le dénoncent mais il faut aussi accepter que les gens, et les peuples, puissent changer.

Pour ce qui est des subventions, il existe d'énormes disparités. Dans le village où je travaille, les Indiens peuvent vivre pratiquement en autonomie, là où des subsides importants sont versés, on cultive beaucoup moins la terre, c'est vrai des savoirs se perdent. Mais on peut se tourner aussi vers d'autres activités, et rester Indiens tout en s'habillant à l'européenne, la création des associations indigènes, la fabrication des cartes et des livres bi-lingues pour leur école sont des signes positifs. .

6. *Concernant la carte, je souhaiterais revenir sur la manière dont les indiens kayapo se sont appropriés l'outil. La carte n'est pas qu'un moyen de communication, elle est un outil de décision politique. La réalisation cartographique du territoire sous-tend un désir de revendication et de valorisation de cet espace vers l'extérieur. Les indiens kayapo ont-ils perçu rapidement cet aspect et avez-vous pu vous en entretenir avec eux ? Ou bien ont-ils reçu cette réalisation comme une simple réponse à une demande que vous leur faisiez ?*

P. de R. : Non, la carte leur est apparue tout de suite comme un objet politique. Mes premières recherches portant sur la cartographie des jardins à l'échelle d'un village ne présentaient pas vraiment d'intérêt pour les Kayapo mais, à un moment marqué par des conflits inter villages, diverses menaces extérieures et par des dissensions avec la FUNAI, ils ont souhaité la réalisation d'une carte globale incluant toutes leurs Terres Indigènes et montrant bien l'opposition entre pâturages et forêt. Ce contraste est important, et plus particulièrement sur la frontière Est où les *fazendeiros* empiètent régulièrement sur les terres kayapo. Sous cet angle la carte est conçue comme une arme politique, elle est leur réalisation propre. Les dernières productions cartographiques kayapo sont le résultat d'un travail des anciens qui racontent l'histoire de leurs migrations et des jeunes qui ont acquis quelques techniques de représentation. Ces documents, disent-ils, sont destinés aux écoles, comme une manière de se ré-approprier le territoire.

Un débat s'est ouvert sur la fabrication d'un drapeau qui pourrait identifier ces terres indigènes kayapo. Après bien des discussions, le drapeau dessiné par le village de Moikarako n'a pas pu être reconnu par les autres mais leurs créateurs en ont changé la signification : les "couleurs du Brésil" initiales sont devenues le vert de la forêt, le jaune de parures de plumes, et le bleu du ciel avec ses étoiles et un dessin de l'arbre des noix du Brésil, très consommées.

7. *Vous avez démarré votre exposé en présentant votre travail en termes d'échanges mais aussi de contrat. Pourriez-vous évoquer votre rôle ? S'exerce-t-il au Brésil ou en France ?*

P. de R. : J'interviens dans les deux situations. Par exemple, les Kayapo sont au courant de ma participation à ce Café Géographique et veulent que je vous présente leurs travaux, huit d'entre eux sont actuellement en France dans le cadre de l'année du Brésil et m'ont contacté pour être accompagnés. Sur place, au Brésil, ils prennent connaissance de mes recherches et le dialogue s'instaure. Le "contrat" c'est aussi de "travailler pour le village" en faisant ce qui est possible (surtout du secrétariat et des mises en relation pour obtenir des appuis). Enfin, je travaille dans une institution française "de recherche pour le développement" l'IRD, nos programmes de recherches sont élaborés en partenariat avec les institutions de recherche et d'enseignement des pays où nous intervenons, l'échange se passe donc aussi avec les collègues brésiliens.

8. : *Vous avez fait le constat de la destruction de la forêt amazonienne et vous en tirez des conclusions où la politique est largement présente. En tant que citoyenne européenne, quelles actions peut-on conduire afin d'éviter l'abandon par ces populations indigènes de leurs cultures et de leurs identités au profit du mirage occidental ?*

P. de R. :

L'intérêt que chacun d'entre nous peut porter, de multiples manières, aux populations indigènes est important pour une revalorisation de leurs cultures et une prise en compte de leurs problèmes actuels. Face à cette situation la population brésilienne se mobilise, les ONG sont actives. Quel rôle pouvons-nous avoir en Europe ? La certification d'origine du bois peut

être une solution parmi d'autres, la France et l'Angleterre consomment beaucoup de bois amazonien. La responsabilisation des jeunes à travers l'éducation est primordiale : insérer les programmes scolaires au sein des cultures tout en conservant la langue là-bas, parler des richesses de la diversité culturelle ici.

9. *Quel est votre regard sur la fameuse "Fondation pour l'Indien" ? Son rôle aujourd'hui me semble ambigu. Comment percevez-vous cet organisme ?*

P. de R. : Les Kayapo sont un des peuples indigènes du Brésil qui défendent le plus le maintien de la FUNAI. Mais si cet organisme assiste les Indiens, une protection que l'État est obligé d'accorder et il faut reconnaître que de nombreux groupes ne sauraient s'en passer aujourd'hui, elle les maintient également dans un système d'assistance critiquable et dans un statut juridique de tutelle. Le "Statut de l'Indien" est remis en question pour cette raison. Mais peut-être existe-t-il une alternative à la FUNAI souvent critiquée de corruption et qui dispose de fait de moyens insuffisants pour tenir son rôle ? Par exemple favoriser le développement des actions des ONG en les maintenant sous contrôle public ?

10. *Dans un article récent, le Brésil avait l'ambition de devenir "la ferme du Monde": n'y a-t-il pas dichotomie entre cette ambition et l'état de la forêt amazonienne ? Par ailleurs l'arrivée au pouvoir de Lula a-t-elle modifié en quelques façons ces territoires ?*

P. de R. : La politique de Lula est assez paradoxale. Depuis son arrivée au pouvoir, plusieurs homologations de terres indigènes ont été signées ainsi que la création d'aires protégées. Néanmoins de ce point de vue, les résultats globaux de ce gouvernement sont moyens et on assiste à de nombreux mouvements de mécontentement parmi ceux qui l'ont soutenu dans sa campagne (comme les Indiens). On sait par ailleurs que le gouvernement actuel favorise l'agrobusiness qui fait rentrer des devises mais qui menace la forêt amazonienne.

11. *Y-a-t-il au Brésil des gens qui militent réellement pour l'environnement ? Quelles sont leurs actions, leurs moyens et leurs propositions ?*

P. de R. : Beaucoup de brésiliens militent bien sûr ! Les écologistes ont un poids politique significatif et il existe de nombreuses ONGs qui concentrent leurs actions sur l'Amazonie, certaines comme l'Instituto Socioambiental (www.socioambiental.org) disposent de moyens importants et défendent le modèle de développement alternatif dont nous avons parlé (socio-environnemental). Les terres indigènes qui représentent 20% de l'espace amazonien sont d'abord le résultat des pressions et des luttes des brésiliens soucieux de la condition des peuples indigènes et de la préservation de l'environnement. De même pour les réserves extractivistes et autres aires protégées. L'opinion internationale a aussi sa place dans ces luttes (par exemple quand le chef kayapo Raoni et le chanteur Sting avaient fait une tournée ensemble pour récolter des fonds nécessaires à l'homologation des T.I). Ces mouvements concernent les indiens certes, mais aussi les populations traditionnelles et les petits agriculteurs venus s'installer plus récemment en Amazonie.

12. Plusieurs questions :

- *Où en est la Transamazonienne ?*
- *Quel est le devenir des grandes "fazendas" censées faire de l'élevage ?*
- *Question provocatrice : la très faible densité de ce peuplement est-elle concevable ?*

P. de Robert :

- La Transamazonienne est une grande route réalisée dans les années 70. Elle est toujours impraticable à la saison des pluies. Elle a drainé énormément de populations venues du Sud et du Nord-Est du pays pour s'installer dans une zone qui était encore couverte de forêts. Certains migrants sont arrivés avec des programmes de développement financés par l'Etat qui accordait une parcelle de terre aux gens qui voulaient bien s'y installer ; d'autres ont été attirés par des facilités fiscales qui ont permis l'implantation de grandes entreprises. Au départ les parcelles de terre étaient de 100 ha ; pour chercher à améliorer leurs conditions de vie, certains ont vendus leurs lots défrichés et sont partis recommencer plus loin dans la forêt, c'est l'avancée du front pionnier. Ainsi petit à petit on assiste, avec la différenciation sociale, à une concentration foncière au long de cette transamazonienne. C'est encore le lieu où l'on trouve des projets de développement en cours. C'est la route qui draine encore tous ceux qui sont à la recherche d'une terre.
- Les *fazendeiros* sont de grands propriétaires, la plupart ont fait du bois, de la politique, du bœuf et ... probablement feront du soja. Dans cette région ils sont encore surtout éleveurs.
- La question provocatrice des très faibles densités est souvent entendue au Brésil avec le slogan "beaucoup de terres pour peu d'Indiens" que se plaisent à répéter par exemple ceux qui ont tiré leur fortune de la forêt. Outre le fait que la Constitution brésilienne reconnaît les droits territoriaux de ceux qui ont été colonisés et spoliés dans le passé, je pense qu'il faut replacer les chiffres aux dimensions continentales de l'Amazonie et aux particularités de l'environnement. Il n'est pas rare de rencontrer des familles qui vivent misérablement alors qu'elles disposent de 100 ou 200 hectares transformés en pâturages, pour l'instant les systèmes intensifs de nos latitudes échouent ici. On constate que les modèles d'exploitation indigènes, culture itinérante sur brûlis par exemple, sont mieux adaptés aux particularités du milieu, même s'ils ne pourraient s'accommoder de fortes densités de population. D'un autre point de vue, le cas de la Fazenda Curua actuellement en procès est significatif : cette propriété s'étend sur 4,7 millions d'hectares ! c'est un chiffre énorme, et ils ont été "grilados" (appropriés illégalement) sur des terres publiques dans la Terre du Milieu, une région du Para proche de la Terre Indigène Kayapo et théâtre de graves conflits fonciers en ce moment. Enfin, rappelons que les Terres Indigènes n'appartiennent pas vraiment aux indiens ; elles sont la propriété de l'Union ; les Indiens en ont l'usufruit exclusif. Et on a tout lieu de penser que la densité de population est amenée à y augmenter, ce qui pose même déjà des problèmes "urbains" en certains endroits.

13. *Quels sont les critères de délimitation des aires indigènes ?*

P. de R. : C'est le travail de la FUNAI, qui engage notamment des anthropologues. L'aire indigène correspond au territoire effectivement approprié par le groupe, qui est nécessaire pour vivre (au sens économique du terme) mais qui inclut aussi les lieux d'importance symbolique ("sites sacrés"). Les documents sources sont le produit de recherches d'archives, de relevés de terrain, d'écoutes d'histoires orales à partir desquelles des rapports sont élaborés et mis en débat.

14. *On a l'impression que ces indiens découvrent qu'ils sont une nation ; ils se sont donnés un drapeau, des frontières, ils vont à l'étranger se présenter. Ont-ils des échanges avec les tribus qui sont autour ? Ou bien vivent-ils en culture fermée ?*

P. de R. : Oui, les représentants des peuples indigènes du Brésil se retrouvent régulièrement à Brasilia, les Kayapo participent également à des rencontres pluri-ethniques (manifestation anti-barrage, "jeux olympiques" annuels...) Par ailleurs, l'échange est une "tradition" chez les Kayapo qui ont depuis longtemps incorporé des éléments culturels appartenant à d'autres

tribus. Leurs grandes richesses ont été "volées" aux peuples auxquels ils ont fait la guerre, par exemple : des chants pour la fête du manioc. Cette manière de penser l'identité qui s'alimente de l'Autre continue d'opérer avec, bien sûr, ses limites; idéologiquement les kayapo refusent le métissage, néanmoins dans la réalité les métis existent et ils ont été complètement intégrés au groupe.

15. *Quels sont la place et le rôle de l'anthropologue en Amazonie ?*

P. de R. : L'anthropologue n'est pas qu'un simple observateur et les Kayapo l'ont rapidement signifié à ceux qui leur ont rendu visite. Par exemple, lors de mes enquêtes il m'était interdit de me rendre dans le village voisin de A'Ukre parce qu'il était en conflit avec Moikarako où nous logions ! Les incidences sur les recherches ont été importantes, il a fallu réajuster les thèmes de recherches en fonction des intérêts des indiens kayapo ; personnellement je n'aurais jamais fait de cartographie sans eux !

16. *Quel est le bilan de ce découpage en aires protégées ? Renforce-t-il l'exploitation illégale de la forêt ou bien permet-il de mettre en place des projets qui vont dans le sens d'un développement durable ? Ou bien est-ce les deux à la fois ?*

P. de R. : La question reste ouverte. Le dernier chiffre de déforestation (un record depuis 1995) est préoccupant et le bilan semblerait négatif. Néanmoins la création d'aires protégées semble pour l'instant être la meilleure méthode pour contenir ou ralentir la déforestation et l'état d'Amazonas vient de créer plusieurs réserves au Sud de son état dans ce sens. Si cette tendance va à l'encontre de l'évolution des statistiques, les partisans de la politique de Lula pensent qu'il convient de laisser un temps pour avoir un retour des mises en place des projets dans les aires protégées récemment créées. Mais les enjeux sont de plus en plus forts, avec le soja dont la culture est par ailleurs favorisée, ce sont des millions de dollars qui sont en jeu et le futur de l'Amazonie est un grand point d'interrogation.

17. *Quels types de projets locaux ? Qu'appelle-t-on un projet local par rapport à ce "rouleau compresseur" représenté par la culture du soja ?*

P. de R. : Il existe une grande diversité de projets dont les résultats sont aussi très divers... Chez les Kayapo un projet semble marcher assez bien, quoiqu'il soit fortement critiqué car il reçoit des subventions, il s'agit d'un exemple de gestion durable du bois avec une rotation des zones exploitées pour permettre une reprise de la forêt et la préservation des essences précieuses. Ce type d'exploitation concerne un bois certifié qui est vendu plus cher. Egalement chez les indiens kayapo il y a eu pendant un temps une association avec une entreprise anglaise de cosmétique (Body Shop) qui réalisait des produits de beauté avec l'huile des noix du Para. Ce qui a entraîné une large publicité autour des Kayapo et de leurs terres. Il existe aussi des projets de commerce équitable, par exemple la vente de la noix du Para qui réactive les trekkings traditionnels de plusieurs familles dans la forêt. Il y a aussi, avec l'arboriculture de l'hévéa des *seringueiros*, la Société Hermès survalorise le caoutchouc vendu sous cette étiquette pour faire des sacs.

Compte-rendu établi par
Marie-Rose GONNE-DAUDE
et revu par **Pascale de ROBERT**

Mis en forme

Mis en forme

LECTURES :

Pascale de Robert : *"Terre coupée", Recomposition des territorialités indigènes dans une réserve d'Amazonie*, revue **Ethnologie française**, XXXIV, 2004, I.

P. de Robert et A.-E. Laques : *"La carte de notre terre", Enjeux cartographiques vus par les Indiens Kayapo (Amazonie brésilienne)*, revue Mappem@nde, n° 69, mars 2003.